



**COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION
COLLECTIVE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Fiche de présentation

Projet de décret portant diverses mesures relatives au régime d'assurance chômage

NOR : MTRD2104653D

1/ Objet :

Ce projet de décret a pour objet de tirer les conséquences :

- De la concertation engagée par le gouvernement avec les partenaires sociaux depuis septembre 2020 en vue d'apporter des aménagements à la réforme introduite par le décret du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage. L'objectif de la concertation était de tenir compte du nouveau contexte économique et social lié à la crise sanitaire, marquée par de moindres opportunités d'emploi et par le fort ralentissement de certains secteurs économiques, tout en conservant la philosophie de la réforme, qui consiste à réduire le recours excessif aux contrats courts et à assurer une plus grande équité dans le calcul des allocations chômage.
- De la décision du 25 novembre 2020, par laquelle le Conseil d'Etat a annulé, pour méconnaissance du principe d'égalité, les dispositions du décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatives aux modalités de calcul du salaire journalier de référence et à la durée d'indemnisation, et, pour subdélégation illégale, les dispositions relatives au dispositif de bonus-malus sur les contributions patronales d'assurance chômage. Le projet de décret rétablit, en les régularisant, ces dispositions.

2/ Entrée en vigueur :

Les 1° à 3° de l'article 1 du décret prévoient l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2021 des dispositions du règlement d'assurance chômage et des dispositions correspondantes des annexes à ce règlement relatives aux modalités de calcul du salaire journalier de référence, à la durée d'indemnisation et aux différés d'indemnisation. En conséquence, le décret prévoit que les dispositions en la matière de la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 continuent de s'appliquer pour les demandeurs d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient jusqu'au 30 juin 2021.

S'agissant du bonus-malus sur les contributions patronales d'assurance chômage, le décret fixe au 1^{er} juillet 2021 l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux périodes de référence prises en compte pour le calcul du taux modulé et au 1^{er} septembre 2022 l'entrée en vigueur de la modulation des taux de contribution.

Pour tenir compte des conséquences de la crise sanitaire sur la situation de l'emploi, le décret diffère en outre l'entrée en vigueur effective des dispositions du décret du 26 juillet 2019 relatives, d'une part, à la durée d'affiliation minimale requise pour l'ouverture et le rechargement d'un droit à l'allocation d'aide au retour à l'emploi, et, d'autre part, à la dégressivité pour certains allocataires de l'allocation journalière de retour à l'emploi :

- S'agissant de l'ouverture et du rechargement des droits, le décret proroge, jusqu'à ce qu'une amélioration significative de la situation de l'emploi soit constatée, les dispositions dérogatoires de l'article 7-1 du décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 fixant à 4 mois, au lieu de 6, la durée d'affiliation minimale requise ;
- S'agissant de la dégressivité, le décret prolonge jusqu'au 30 juin 2021 les suspensions de délais prévues à l'article 7 du décret du 14 avril 2020. En outre, par dérogation, à compter du 1^{er} juillet 2021 et jusqu'à ce qu'une amélioration significative de la situation de l'emploi soit constatée, la dégressivité s'applique au terme du 8^{ème} mois d'indemnisation, et non du 6^{ème} mois.

3/ Contenu du texte :

L'article 1er précise les modalités d'entrée en vigueur des modifications apportées par le présent décret au règlement d'assurance chômage et à ses annexes (cf. point 2).

L'article 2 modifie diverses dispositions du règlement d'assurance chômage annexé au décret du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage.

Les 1^o, 2^o, 5^o, 6^o et 14^o de l'article 2 tiennent compte des récentes évolutions réglementaires concernant le congé de proche aidant et la création de l'allocation journalière du proche aidant (AJPA) et procèdent, en conséquence, à l'adaptation de diverses dispositions de la réglementation d'assurance chômage : création de nouveaux cas d'allongement du délai de forclusion de 12 mois, prise en compte des périodes de congé proche aidant ou de versement de l'AJPA dans le cadre du dispositif de maintien de droits pour les demandeurs d'emploi de 62 ans et plus, nouveau cas de cessation du versement de l'allocation en cas de perception de l'AJPA.

Les 3^o et 11^o de l'article 2 ont pour objet de rétablir, en les régularisant, les dispositions relatives au calcul du salaire journalier de référence (SJR) et à la durée d'indemnisation annulées par le Conseil d'Etat dans sa décision du 25 novembre 2020.

L'article 13 du règlement d'assurance chômage, tel qu'annulé par le Conseil d'Etat, prévoyait la prise en compte au diviseur du SJR de l'ensemble des jours calendaires compris entre le 1er et le dernier jour travaillé par l'intéressé au cours d'une période de référence de 24 mois, c'est-à-dire aussi bien les périodes couvertes par un contrat de travail, que les périodes d'inactivité. Ces dernières périodes, lorsqu'elles constituent une part importante de la période de référence, auraient néanmoins pu conduire à déterminer un SJR excessivement minoré et conduire à des différences de traitement excessives entre allocataires en fonction de la répartition de leurs périodes d'emploi au sein de la période de référence.

C'est la raison pour laquelle le présent projet réintroduit ces modalités de calcul du SJR tout en les assortissant d'un mécanisme de plancher. Ce dernier prendra concrètement la forme d'un plafonnement des périodes d'inactivité prises en compte au diviseur du SJR qui ne pourraient être supérieures à 75% du nombre de jours d'activité de l'intéressé. Ainsi, les périodes d'inactivité du salarié continuent à être prises en compte pour le calcul du droit, conformément à l'esprit initial de la mesure, mais elles ne peuvent désormais pas dépasser une certaine proportion des périodes d'activité de l'intéressé. Ce plafonnement des périodes d'inactivité s'applique également s'agissant des modalités de détermination de la durée d'indemnisation.

L'instauration d'un tel plafonnement des périodes d'inactivité permet de réduire sensiblement la variabilité du salaire journalier de référence entre les allocataires, dont la répartition des périodes d'emploi au cours de la période de référence d'affiliation de 24 mois n'est pas identique.

Les 4°, 8° et 9° de l'article 2 procèdent au rétablissement des dispositions relatives à l'allongement de la durée d'indemnisation des demandeurs d'emploi de 53 ans et plus en formation (article 9§3 du règlement d'assurance chômage) et au calcul du salaire de référence (articles 11§1^{er} et 12§1^{er}) qui avaient été mécaniquement annulées par le Conseil d'Etat suite à l'invalidation des dispositions relatives au SJR et à la durée d'indemnisation.

Le 10° de l'article 2 procède au rétablissement des dispositions du règlement d'assurance chômage annulées par le Conseil d'Etat relatives aux rémunérations prises en compte dans le salaire de référence (article 12§3 et §4). A cette occasion, la liste des périodes neutralisées dans le calcul du salaire de référence car donnant lieu à une rémunération moindre du salarié est complétée afin de préserver la situation des salariés ayant été placés en activité partielle (neutralisation automatique de la période) ou ayant bénéficié d'un congé de proche aidant, d'un congé de mobilité ou d'un congé de reclassement (neutralisation sur demande de la période).

Les 12°, 13° et 16° de l'article 2 procèdent au rétablissement des dispositions relatives aux différés d'indemnisation (articles 21 et 23 du règlement d'assurance chômage) et aux règles de coordination entre régime (article 65§7 du règlement d'assurance chômage) qui avaient été mécaniquement abrogées par le décret n°2020-1716 du 28 décembre 2020 à la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat des dispositions relatives au calcul du SJR et de la durée d'indemnisation.

Le 15° de l'article 2 concerne le bonus-malus sur les contributions patronales d'assurance chômage. Il rétablit les dispositions relatives au bonus-malus annulées par le Conseil d'Etat en procédant à certaines modifications par rapport au décret du 26 juillet 2019.

L'article 50-3 du règlement est modifié afin de tirer les conséquences de la décision du Conseil d'Etat du 25 novembre 2020. Il encadre davantage les modalités de détermination des secteurs d'activité soumis au mécanisme de modulation en fixant le seuil de sélection des secteurs entrant dans le champ d'application du bonus-malus (taux de séparation moyen supérieur à 150 % sur la période 2017-2019) et en précisant la subdivision de la nomenclature par renvoi à un article 50-3-1 qui fixe la liste des 38 secteurs d'activités.

L'article 50-3 est également modifié afin d'exclure à titre transitoire du champ d'application de la modulation les employeurs relevant des secteurs d'activité les plus touchés par la crise sanitaire. Ces secteurs d'activité sont précisés à l'article 50-3-2 et correspondent aux secteurs S1 définis dans le cadre des dispositifs de soutien aux entreprises dans le cadre de la crise sanitaire (activité partielle, exonération de cotisations et fonds de solidarité). L'objectif de la mesure est de ne pas prendre en compte les taux de séparation anormalement bas de ces employeurs du fait de la crise et des restrictions sanitaires. Il convient de noter que cette exclusion ne vaut dans le présent décret que pour la première période d'emploi au cours de laquelle s'applique la modulation du taux des contributions, soit à compter de septembre 2022. Toutefois, l'exclusion des entreprises relevant des secteurs S1 a vocation à être reconduite pour les modulations ultérieures tant que dureront les restrictions sanitaires.

Les articles 50-5, 50-7 et 50-9 sont modifiés afin d'introduire à titre transitoire un taux de séparation basé sur une période de référence glissante sur deux années civiles. En effet, afin de tenir compte des effets de la crise sanitaire sur l'ensemble des entreprises, le présent décret prévoit que la première modulation entre en vigueur au 1^{er} septembre 2022 et soit calculée sur la base du taux de séparation des entreprises constaté entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022.

L'article 50-9 est également modifié afin d'aligner la période de référence du taux médian sectoriel sur la période de référence du taux de séparation de l'entreprise, en phase transitoire comme en régime de croisière, dans un souci de simplification du dispositif.

Enfin, **l'article 51** relatif à l'exigibilité de la contribution modulée est modifié pour prévoir que le taux modulé, pour sa première application, soit applicable à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'au 31 octobre 2022. La fin de la période d'application du décret au 1^{er} novembre 2022 ne permet pas de prévoir des dispositions au-delà de cette date. Toutefois, le principe d'une cotisation dépendant du comportement de l'employeur a vocation à s'inscrire dans la durée.

L'article 3 procède à l'adaptation des dispositions des diverses annexes au règlement d'assurance chômage, en cohérence avec les modifications apportées par l'article 2 du présent décret à ce règlement.

L'article 4 introduit ou prolonge certains mécanismes transitoires, liés à la crise sanitaire, à destination des demandeurs d'emploi. Il modifie et complète ainsi le décret n°2020-425 du 14 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article 5421-2 du code du travail.

Le 1° de l'article 4 prévoit la neutralisation, dans le cadre des nouvelles modalités de calcul du SJR, des périodes d'inactivité intervenues au cours de la seconde période de crise sanitaire (période comprise entre le 30 octobre 2020 et une date fixée par arrêté). Il prolonge en outre la suspension du délai à l'issue duquel l'allocation devient dégressive pour certains allocataires : ce délai qui était suspendu jusqu'au 31 mars 2021 sera désormais suspendu jusqu'au 30 juin 2021.

Le 2° de l'article 4 proroge l'application des dispositions de l'article 7-1 du décret n° 2020-425 du 14 avril 2020, qui réduisent à 4 mois la durée d'affiliation minimale requise pour l'ouverture et le rechargement d'un droit à l'allocation d'aide au retour à l'emploi, jusqu'à ce que deux conditions cumulatives, permettant de caractériser une amélioration significative de la situation de l'emploi, soient remplies :

- D'une part, le nombre cumulé de déclarations préalables à l'embauche pour des contrats de plus d'un mois hors intérim, accomplies par les employeurs sur une période de quatre mois consécutifs, est supérieur à 2 700 000 ;
- D'autre part, le nombre total de demandeurs d'emploi en catégorie A a diminué d'au moins 130 000 sur une période de six mois consécutifs. [La variation, à la hausse puis à la baisse, qui serait induite par un éventuel confinement généralisé est en outre neutralisée, dès lors que le nombre de demandeurs d'emploi pourrait baisser significativement, après avoir augmenté du fait des restrictions, sans que cela ne révèle toutefois une amélioration structurelle de la situation de l'emploi.]

Dans les trois mois suivant la réalisation de ces conditions, et sauf dégradation immédiatement postérieure, un arrêté de la ministre chargée de l'emploi fixe la date de fin d'application des dispositions dérogatoires de l'article 7-1 du décret du 14 avril 2020.

Enfin, **le 3° de l'article 4** ajoute un article 7-2 au décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 pour prévoir qu'à partir du 1^{er} juillet 2021, soit la fin de la période de suspension prévue à l'article 7 de ce même décret, par dérogation aux dispositions de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A au décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019, la dégressivité pour certains allocataires de l'allocation journalière de retour à l'emploi s'applique au terme du 8^{ème} mois d'indemnisation, et non du 6^{ème} mois. Pour les allocataires ayant un droit en cours à la date du 1^{er} juillet 2021, le délai de 8 mois commence à courir à cette date. Ces dispositions dérogatoires cessent de s'appliquer dans les mêmes conditions que celles relatives à la durée d'affiliation.

L'article 5 est l'article d'exécution.

Vu le code du travail ;

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu le décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage ;

Vu le décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 modifié portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail ;

Vu l'avis de la commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du **XX** ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Le III de l'article 5 du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 3° est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« 3° Les onze premiers alinéas du paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2 de l'article 9, le paragraphe 1^{er} de l'article 11, les paragraphes 1^{er}, 3 et 4 de l'article 12, l'article 13 et le paragraphe 7 de l'article 65 du règlement d'assurance chômage ainsi que les dispositions correspondantes de l'annexe I, du chapitre 2 de l'annexe II, de l'annexe III et du chapitre 1^{er} de l'annexe IX sont applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient à compter du 1^{er} juillet 2021, à l'exception de ceux d'entre eux ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée avant cette date.

« Pour les travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient entre le 1^{er} novembre 2019 et le 30 juin 2021 ou ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée dans cet intervalle, restent applicables : » ;

2° Au sixième alinéa du 3°, les mots : « 31 mars 2021 » sont remplacés par les mots : « 30 juin 2021 » ;

3° Le premier alinéa du 4° est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« 4° Les articles 21 et 23 du règlement d'assurance chômage et les dispositions correspondantes des annexes II et V et du chapitre 3 de l'annexe IX sont applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient à compter du 1^{er} juillet 2021, à l'exception de ceux d'entre eux ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée avant cette date.

« Les dispositions des articles 21 et 23 du règlement général annexé à la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage et les dispositions correspondantes des annexes II et V et du chapitre 3 de l'annexe IX de ce règlement général restent applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient entre le 1er novembre 2019 et le 30 juin 2021 ou ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée dans cet intervalle. »

Article 2

Le règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Au l du paragraphe 2 de l'article 7 du chapitre 2 du titre I, après les mots : « à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale » sont insérés les mots : « ou de l'allocation journalière du proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code » ;

2° Au m du paragraphe 2 de l'article 7 du chapitre 2 du titre I, après les mots : « les articles L. 1225-62 et L. 1225-63 du code du travail » sont insérés les mots : « ou des périodes de congé de proche aidant obtenues dans les conditions fixées aux articles L. 3142-16 à L. 3142-27 du même code » ;

3° Au début du paragraphe 1^{er} de l'article 9 du chapitre 3 du titre I, sont rétablis onze alinéas ainsi rédigés :

« §1er – La durée d'indemnisation est égale à un nombre de jours calendaires déterminé comme suit :

« 1° Sont pris en compte les jours calendaires à compter du premier jour de la première période d'emploi incluse dans la période de référence mentionnée à l'article 3, jusqu'au terme de cette période de référence, déduction faite des jours, situés en dehors d'une période pendant laquelle l'intéressé bénéficie d'un contrat de travail, correspondant :

« - aux périodes de maternité mentionnées à l'article L. 331-3 du code de la sécurité sociale et aux périodes d'indemnisation accordées à la mère ou au père adoptif mentionnées à l'article L. 331-7 du même code ;

« - aux périodes de maternité non mentionnées à l'alinéa précédent, indemnisées au titre de la prévoyance ;

« - aux périodes d'arrêt maladie d'une durée supérieure à quinze jours consécutifs ;

« - aux périodes d'accident du travail mentionnés à l'article L. 411-1 du code de la sécurité sociale ainsi que les périodes de maladie d'origine professionnelle mentionnées à l'article L. 461-1 de ce code ;

« - aux périodes de paternité et d'accueil de l'enfant indemnisées au titre de l'article L. 331-8 du code de la sécurité sociale ;

« - aux périodes de formation mentionnées au b de l'article 4, à l'exception de celles mentionnées au 2° de l'article R. 5411-10 du code du travail et de celles accomplies par les

bénéficiaires d'un projet de transition professionnelle mentionnés aux articles L. 6323-17-1, R. 6323-11-1 et R. 6323-14-1 du code du travail ou par les anciens titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée bénéficiaires d'un congé individuel de formation accordé avant le 1er janvier 2019 ;

« Sont également déduits de ce nombre de jours calendaires les jours correspondant aux périodes d'activité professionnelle non déclarées par le demandeur d'emploi en application de l'article L. 5426-1-1 du code du travail.

« 2° Le nombre de jours calendaires déterminé en application du 1° est, le cas échéant, réduit de telle sorte que le nombre de jours calendaires non pris en compte dans la détermination de la condition d'affiliation mentionnée à l'article 3 ne soit pas supérieur à un plafond.

« Ce plafond est égal à 75 % du nombre de jours calendaires correspondant aux périodes d'emploi prises en compte dans la détermination de la condition d'affiliation. » ;

4° A l'article 9 du chapitre 3 du titre I, il est rétabli un paragraphe 2 ainsi rédigé :

« § 2 – Les salariés privés d'emploi âgés d'au moins 53 ans à la date de fin de leur de contrat de travail, justifiant d'un nombre de jours calendaires déterminé en application du §1er supérieur à 913 jours, ont droit à une augmentation de leur durée d'indemnisation à due proportion du nombre de jours indemnisés, s'ils ont bénéficié d'une formation ouvrant droit au versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi pendant une formation, soit inscrite au projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6 du code du travail, soit non inscrite dans ledit projet mais financée, en tout ou partie, par la mobilisation du compte personnel de formation.

« La période de formation indemnisée à ce titre est prise en compte, au plus, à hauteur du nombre de jours calendaires déterminé en application du §1er excédant la limite de 913 jours mentionnée au douzième alinéa du §1er. Elle ne peut conduire à une durée d'indemnisation supérieure à 1 095 jours calendaires.

« Les périodes de formation effectuées dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle et donnant lieu à indemnisation au titre de l'allocation de sécurisation professionnelle ne sont pas prises en compte dans les périodes pouvant donner lieu à la prolongation de la durée maximale. » ;

5° Au quatrième alinéa du b du paragraphe 3 de l'article 9 du chapitre 3, après les mots : « à l'article L. 1225-62 du code du travail » sont insérés les mots : « ou de congé de proche aidant mentionnées à l'article L. 3142-16 du même code » ;

6° Au cinquième alinéa du b du paragraphe 3 de l'article 9 du chapitre 3 du titre I, après les mots : « de l'allocation journalière de présence parentale » sont insérés les mots : « , de l'allocation journalière de proche aidant » ;

7° Au premier alinéa de l'article 10 du chapitre 3 du titre I, les mots : « au dixième alinéa du §1^{er} de l'article 9 » sont remplacés par les mots : « au dernier alinéa du §1^{er} de l'article 9 » ;

8° A l'article 11 du chapitre 4 du titre I, il est rétabli un paragraphe 1^{er} ainsi rédigé :

« § 1^{er} – Le salaire de référence pris en considération pour fixer le montant de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi, sous réserve de l'article 12, à partir des rémunérations correspondant à la période mentionnée à l'article 3, entrant dans l'assiette des contributions patronales, dès lors qu'elles n'ont pas déjà servi pour un précédent calcul. » ;

9° A l'article 12 du chapitre 4 du titre I, il est rétabli un paragraphe 1^{er} ainsi rédigé :

« § 1^{er} – Sont prises en compte dans le salaire de référence, les rémunérations qui, bien que perçues en dehors de la période mentionnée au précédent article, sont néanmoins afférentes à cette période.

« Sont exclues, en tout ou partie dudit salaire, les rémunérations perçues pendant ladite période, mais qui n'y sont pas afférentes.

« Par dérogation, les indemnités de treizième mois, les primes de bilan, les gratifications ainsi que les salaires et primes dont le paiement est subordonné à l'accomplissement d'une tâche particulière ou à la présence du salarié à une date déterminée, qui ont été perçues pendant la période mentionnée au précédent article, sont pris en compte dans le salaire de référence, qu'ils soient ou non afférents à cette période, en tenant compte de la neutralisation des périodes mentionnées au troisième paragraphe du présent article. » ;

10° A l'article 12 du chapitre 4 du titre I, sont rétablis des paragraphes 3 et 4 ainsi rédigés :

« § 3 – Le revenu de remplacement est calculé sur la base des rémunérations déclarées par l'employeur à l'issue du contrat de travail et, le cas échéant, des rémunérations mentionnées dans les déclarations rectificatives adressées par l'employeur en application de l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale.

« Toutefois, si dans la période de référence sont comprises des périodes de maladie, de maternité, de paternité, d'adoption ou des périodes pendant lesquelles le salarié a été indemnisé au titre de l'allocation d'activité partielle en application de l'article L. 5122-1 du code du travail ou de l'article 53 de la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, les rémunérations correspondant à ces périodes ne sont pas prises en compte dans le salaire de référence.

« Par ailleurs, sur requête de l'allocataire ne sont pas prises en compte dans le salaire de référence les rémunérations correspondant :

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a accepté de travailler à temps partiel dans le cadre d'une convention d'aide au passage à temps partiel conclue en application des articles R. 5123-40 et R. 5123-41 du code du travail ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a été autorisé par la sécurité sociale à reprendre un emploi à temps partiel en restant indemnisé au titre des indemnités journalières, en application du troisième alinéa de l'article L. 433-1 du code de la sécurité sociale ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a bénéficié du congé parental d'éducation, de la période d'activité à temps partiel mentionnés aux articles L. 1225-47 à L. 1225-59 du code du

travail, d'un congé de présence parentale prévu aux articles L. 1225-62 à L. 1225-65 du même code ou d'un congé de proche aidant prévu à l'article L. 3142-16 du même code;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a bénéficié d'un congé de fin de carrière ou d'une cessation anticipée d'activité, prévu par une convention ou un accord collectif ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a bénéficié du congé de reclassement mentionné à l'article L. 1233-71 du code du travail ou du congé de mobilité mentionné à l'article L. 1237-18 de ce code ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a bénéficié d'une période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise en application des articles L. 3142-105 à L. 3142-119 du code du travail ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a accepté, en raison de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvait son entreprise (liquidation judiciaire - redressement judiciaire), de continuer à y exercer une activité suivant un horaire de travail réduit ayant cessé d'être indemnisé au titre de l'activité partielle, le contingent d'heures indemnisables à ce titre étant épuisé ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a accepté de continuer d'exercer son activité suivant un horaire de travail réduit décidé au niveau d'une unité de production par une convention ou un accord collectif conclu en raison de difficultés économiques;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a accepté, à la suite d'une maladie ou d'un accident, dans l'entreprise où il était précédemment occupé, de nouvelles fonctions moins rémunérées que les précédentes ;

« - aux périodes pendant lesquelles le salarié a accepté, à la suite de difficultés économiques, et en application d'un accord collectif, d'exercer la même activité suivant le même horaire, en contrepartie d'un salaire réduit ;

« § 4 – Seules sont prises en compte dans le salaire de référence les majorations de rémunération constatées pendant les périodes de préavis et de délai de prévenance résultant, dans leur principe et leur montant de dispositions législatives ou réglementaires, ou relevant d'une convention ou d'un accord collectifs, d'une décision unilatérale de revalorisation générale des salaires pratiqués dans l'entreprise ou l'établissement pendant la période de référence, de la transformation d'un contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein ou de tout autre accroissement du temps de travail, d'un changement d'employeur, d'une promotion ou de l'attribution de nouvelles responsabilités effectivement exercées. » ;

11° Au chapitre 4 du titre I, il est rétabli un article 13 ainsi rédigé :

« Le salaire journalier moyen de référence est égal au quotient du salaire de référence défini en application des articles 11 et 12 par le nombre de jours calendaires correspondant à la durée de l'indemnisation telle que définie en application de l'article 9 § 1^{er}.

« Sont déduits de ce nombre de jours calendaires les périodes pour lesquelles les rémunérations ne sont pas prises en compte dans le salaire de référence en application du paragraphe 3 de l'article 12. » ;

12° Au chapitre 5 du titre I, il est rétabli un article 21 ainsi rédigé :

« Art. 21. – § 1^{er} - La prise en charge est reportée à l'expiration d'un différé d'indemnisation spécifique en cas de prise en charge consécutive à une cessation de contrat de travail ayant donné lieu au versement d'indemnités ou de toute autre somme inhérente à cette rupture, quelle que soit leur nature.

« Il est tenu compte pour le calcul de ce différé, des indemnités ou de toute autre somme inhérente à cette rupture, quelle que soit leur nature, dès lors que leur montant ou leurs modalités de calcul ne résultent pas directement de l'application d'une disposition législative.

« Il n'est pas tenu compte, pour le calcul de ce différé, des autres indemnités et sommes inhérentes à cette rupture dès lors qu'elles sont allouées par le juge.

« Ce différé spécifique correspond à un nombre de jours calendaires égal au nombre entier obtenu en divisant le montant total des indemnités et sommes définies ci-dessus, par 95,8. La valeur de ce diviseur est indexée sur l'évolution du plafond de la sécurité sociale mentionné à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale en vigueur. Ce différé spécifique est limité à 150 jours calendaires.

« En cas de rupture de contrat de travail résultant de l'une des causes énoncées à l'article L. 1233-3 du code du travail, ce différé spécifique, calculé dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent, est limité à 75 jours calendaires.

« Si tout ou partie de ces sommes est versé postérieurement à la fin du contrat de travail ayant ouvert des droits, le bénéficiaire et l'employeur sont dans l'obligation d'en faire la déclaration. Les allocations qui, de ce fait, n'auraient pas dû être perçues par l'intéressé, doivent être remboursées.

« § 2 – Le différé mentionné au §1er est augmenté d'un différé d'indemnisation déterminé selon les modalités suivantes.

« En cas d'ouverture de droits, ce différé d'indemnisation correspond au nombre de jours qui résulte du quotient du montant total des indemnités compensatrices de congés payés versées à l'occasion de toutes les fins de contrat de travail situées dans les 182 jours précédents la dernière fin de contrat de travail, par le salaire journalier de référence mentionné à l'article 13. Ce différé d'indemnisation est limité à trente jours calendaires, sous réserve des dispositions conventionnelles plus favorables.

« En cas de reprise de droits, ce différé d'indemnisation est déterminé à partir du nombre de jours correspondant aux indemnités compensatrices de congés payés versées à l'occasion de toutes les fins de contrat de travail situées dans les 182 jours précédant la dernière fin de contrat de travail ; lorsque cette information fait défaut, le différé est déterminé selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

« Si tout ou partie des indemnités compensatrices de congés payés dues est versé postérieurement à la fin du contrat de travail précédant la prise en charge, l'allocataire et l'employeur sont dans l'obligation d'en faire la déclaration. Les allocations qui, de ce fait, n'auraient pas dû être perçue par l'intéressé, doivent être remboursées.

« Lorsque l'employeur relève de l'article L. 3141-32 du code du travail, la prise en charge est reportée à l'expiration d'un différé d'indemnisation déterminé à partir du nombre de jours correspondant aux congés payés acquis au titre du dernier emploi.

« Lorsque l'indemnité compensatrice de congés payés a été prise en considération pour le calcul du nombre mensuel de jours indemnissables effectué en application de l'article 31 ou a déjà servi à un précédent calcul pour la détermination d'un différé d'indemnisation, il n'est pas procédé à la détermination du différé correspondant à cette indemnité.

« § 3 – Les salariés qui, dans le cadre de conventions de congé conclues en application des articles R. 5111-2, R. 5123-2 et R. 5123-3 du code du travail, utilisent la possibilité qui leur est offerte de recevoir des sommes au titre du dispositif de capitalisation, ne peuvent bénéficier de l'allocation d'assurance chômage qu'à l'expiration d'un différé fonction du temps restant à courir jusqu'à la date qui aurait été celle du terme du paiement des allocations de congé susvisés, si celles-ci avaient été versées de manière échelonnée. La durée de ce différé est égale à la moitié du nombre de jours pendant lesquels le contrat de congé aurait pu se poursuivre, arrondi, le cas échéant, au nombre entier immédiatement inférieur.

« Ce différé ainsi calculé s'applique de date à date.

« Le point de départ de ce différé est le jour de la prise d'effet de la capitalisation.

« L'accomplissement, pendant la période couverte par le différé, d'activités salariées ou non, l'exécution de stages durant cette période, la prise en charge par la sécurité sociale au titre de l'assurance maladie, ne reportent pas le terme du différé.

« Le différé ainsi calculé est considéré d'office comme ayant atteint son terme lorsqu'au titre des activités accomplies postérieurement à la date de la rupture du contrat de travail consécutive à la demande de versement capitalisé, qui correspond à la date du point de départ du différé, l'intéressé s'ouvre de nouveaux droits en justifiant d'au moins 130 jours travaillés ou 910 heures travaillées dans les 24 mois. En revanche, lorsqu'au titre des activités accomplies postérieurement à celles qui se sont achevées par une adhésion à l'un des congés susvisés, une ouverture de droits est demandée mais ne peut être accordée qu'en retenant des périodes d'emploi effectuées dans la première de ces deux activités, le différé est calculé suivant les règles prévues aux alinéas précédents. Le point de départ de ce différé correspond alors à la date de la fin du premier des deux contrats de travail.

« En cas de décès pendant le différé, il est versé aux ayants droit les sommes prévues à l'article 36. » ;

13° Au chapitre 5 du titre I, il est rétabli un article 23 ainsi rédigé :

« Art. 23. – §1er – Le différé d'indemnisation déterminé en application du §1er de l'article 21 court à compter de toutes les fins de contrat de travail situées dans les 182 jours calendaires précédant la dernière fin de contrat de travail précédant la prise en charge. Les indemnités versées à l'occasion de chacune de ces fins de contrat de travail donnent lieu au calcul du différé d'indemnisation spécifique qui commence à courir le lendemain de chacune de ces fins de contrat de travail. Le différé applicable est celui qui expire le plus tardivement.

« Le différé d'indemnisation déterminé en application du §2 de l'article 21 court au plus tôt à compter du lendemain de la dernière fin de contrat de travail précédant la prise en charge ou du lendemain de l'expiration du différé d'indemnisation déterminé en application du §1er de l'article 21.

« §2 – Le délai d'attente mentionné à l'article 22 court dès lors que les conditions d'attribution des allocations prévues aux articles 3, 4 et 7 sont remplies et, le cas échéant, à compter du terme du ou des différés d'indemnisation mentionnés à l'article 21 et au plus tôt à la date d'inscription comme demandeur d'emploi.

« §3 – Le point de départ du versement des allocations peut intervenir au plus tôt :

« - à la date d'inscription comme demandeur d'emploi;

« - ou à la date du premier jour du mois au cours duquel la demande d'allocations a été déposée. Toutefois, si les conditions d'ouverture des droits ne sont pas réunies à cette date, le point de départ du versement est fixé au lendemain de la fin de contrat de travail précédant immédiatement le dépôt de la demande d'allocations. » ;

14° Le e du paragraphe 1^{er} de l'article 25 du chapitre 5 du titre I est complété par les mots : « ou de l'allocation journalière de proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code » ;

15° A la section du 2 bis du chapitre 1^{er} du titre VII, après l'article 50-1, sont insérées les dispositions suivantes :

« Sous-section 2 : Modulation du taux de contribution en fonction du taux de séparation de l'employeur

« Article 50-2

« Le taux de référence mentionné à l'article 50-1 du présent règlement est minoré ou majoré dans les conditions fixées aux articles 50-3 à 50-15. Le taux modulé est applicable dans les conditions fixées à l'article 51.

« §1^{er} Champ d'application

« Article 50-3

« I. – Les dispositions de la présente sous-section sont applicables aux employeurs de onze salariés et plus des secteurs d'activité dans lesquels le taux de séparation moyen est supérieur à un seuil de 150 %. Un arrêté du ministre chargé de l'emploi précise pour une période de trois ans les secteurs d'activité concernés par référence à la nomenclature des secteurs d'activité figurant à l'article 50-3-1.

« Le taux de séparation moyen mentionné au premier alinéa correspond à la moyenne, sur la période de référence, des quotients par exercice de référence du nombre de séparations de l'ensemble des entreprises de onze salariés et plus du secteur par le total des effectifs de ces entreprises.

« Le décompte de l'effectif et du nombre de séparations imputées à un employeur est effectué conformément aux deuxième à septième alinéas du I de l'article 50-5.

« La période de référence des données utilisées pour calculer le taux de séparation moyen par secteur mentionné au premier alinéa correspond à la période comprise entre le 1er janvier de l'année N-4 et le 31 décembre de l'année N-2.

« L'année N-4 correspond à la quatrième année précédant la première année d'application du seuil mentionné au premier alinéa.

« L'année N-2 correspond à la deuxième année précédant la première année d'application du seuil mentionné au premier alinéa.

« Chaque exercice de référence correspond à une année civile.

« Pour l'application du présent article, le franchissement par l'employeur du seuil de onze salariés mentionné au premier alinéa est déterminé dans les conditions fixées à l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

« L'affectation d'un employeur dans l'un des secteurs d'activité mentionnés dans l'un des secteurs d'activité mentionnés au premier alinéa ou dans l'un des secteurs d'activité mentionnés à l'article 50-3-2 est effectuée en fonction de l'activité économique principale qu'il exerce ou, le cas échéant, de son objet social, et de la convention collective à laquelle il est rattaché, selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'emploi.

« II. – Pour la première période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique la modulation du taux des contributions :

« 1° Les dispositions de la présente sous-section sont, par dérogation au premier alinéa du I, uniquement applicables aux employeurs mentionnés à ce même alinéa qui ne relèvent pas des secteurs d'activité mentionnés à l'article 50-3-2 ;

« 2° L'arrêté du ministre chargé de l'emploi mentionné au premier alinéa du I précise pour cette seule période les secteurs d'activité dans lesquels le taux de séparation moyen est supérieur à un seuil de 150 % ;

« 3° La période de référence retenue en ce qui concerne la détermination des secteurs d'activité auxquels le dispositif est applicable, correspond, par dérogation aux quatrième à sixième alinéas du I, à la période comprise entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

« 4° Le septième alinéa du I de l'article 50-5 n'est pas applicable ;

« 5° L'effectif de l'employeur correspond, par dérogation au troisième alinéa du I, à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de la période de référence mentionnée au II de l'article 50-7.

« Article 50-3-1

« La nomenclature des secteurs d'activité mentionnée au premier alinéa du I de l'article 50-3 est la suivante :

Agriculture, sylviculture et pêche
Industries extractives
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure
Travail du bois, industries du papier et imprimerie
Cokéfaction et raffinage
Industrie chimique
Industrie pharmaceutique
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
Fabrication d'équipements électriques
Fabrication de machines et équipements n.c.a.
Fabrication de matériels de transport
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution
Construction
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
Transports et entreposage
Hébergement et restauration

Edition, audiovisuel et diffusion
Télécommunications
Activités informatiques et services d'information
Activités financières et d'assurance
Activités immobilières
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques
Recherche-développement scientifique
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
Activités de services administratifs et de soutien
Administration publique
Enseignement
Activités pour la santé humaine
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement
Arts, spectacles et activités récréatives
Autres activités de services
Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre
Activités extra-territoriales

« Article 50-3-2

« La liste des secteurs d'activité mentionnés au II de l'article 50-3 est la suivante :

1	Téléphériques et remontées mécaniques
---	---------------------------------------

2	Hôtels et hébergement similaire
3	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
4	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
5	Restauration traditionnelle
6	Cafétérias et autres libres-services
7	Restauration de type rapide
8	Services de restauration collective sous contrat, de cantines et restaurants d'entreprise
9	Services des traiteurs
10	Débits de boissons
11	Projection de films cinématographiques et autres industries techniques du cinéma et de l'image animée
12	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision

13	Distribution de films cinématographiques
14	Conseil et assistance opérationnelle apportés aux entreprises et aux autres organisations de distribution de films cinématographiques en matière de relations publiques et de communication
15	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
16	Activités des agences de voyage
17	Activités des voyagistes
18	Autres services de réservation et activités connexes
19	Organisation de foires, événements publics ou privés, salons ou séminaires professionnels, congrès
20	Agences de mannequins
21	Entreprises de détaxe et bureaux de change (changeurs manuels)
22	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
23	Arts du spectacle vivant, cirques

24	Activités de soutien au spectacle vivant
25	Création artistique relevant des arts plastiques
26	Galleries d'art
27	Artistes auteurs
28	Gestion de salles de spectacles et production de spectacles
29	Gestion des musées
30	Guides conférenciers
31	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires
32	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
33	Gestion d'installations sportives
34	Activités de clubs de sports

35	Activité des centres de culture physique
36	Autres activités liées au sport
37	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes, fêtes foraines
38	Autres activités récréatives et de loisirs
39	Exploitations de casinos
40	Entretien corporel
41	Trains et chemins de fer touristiques
42	Transport transmanche
43	Transport aérien de passagers
44	Transport de passagers sur les fleuves, les canaux, les lacs, location de bateaux de plaisance
45	Transports routiers réguliers de voyageurs

46	Autres transports routiers de voyageurs
47	Transport maritime et côtier de passagers
48	Production de films et de programmes pour la télévision
49	Production de films institutionnels et publicitaires
50	Production de films pour le cinéma
51	Activités photographiques
52	Enseignement culturel
53	Traducteurs-interprètes
54	Prestation et location de chapiteaux, tentes, structures, sonorisation, photographie, lumière et pyrotechnie
55	Transports de voyageurs par taxis et véhicules de tourisme avec chauffeur
56	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers

57	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
58	Régie publicitaire de médias
59	Accueils collectifs de mineurs en hébergement touristique
60	Agences artistiques de cinéma
61	Fabrication et distribution de matériels scéniques, audiovisuels et évènementiels
62	Exportateurs de films
63	Commissaires d'exposition
64	Scénographes d'exposition
65	Magasins de souvenirs et de piété
66	Entreprises de covoiturage
67	Entreprises de transport ferroviaire international de voyageurs

68	Culture de plantes à boissons
69	Culture de la vigne
70	Production de boissons alcooliques distillées
71	Fabrication de vins effervescents
72	Vinification
73	Fabrication de cidre et de vins de fruits
74	Production d'autres boissons fermentées non distillées
75	Intermédiaire du commerce en vins ayant la qualité d'entrepoteur agréé en application de l'article 302 G du code général des impôts
76	Commerçant de gros en vins ayant la qualité d'entrepoteur agréé en application de l'article 302 G du code général des impôts
77	Intermédiaire du commerce en spiritueux exerçant une activité de distillation
78	Commerçant de gros en spiritueux exerçant une activité de distillation

« § 2 Définition du mécanisme

« Article 50-4

« La minoration ou la majoration mentionnée à l'article 50-2 est déterminée en fonction de la comparaison entre le taux de séparation de l'entreprise et le taux de séparation médian calculé dans le secteur d'activité de l'entreprise, dans les conditions prévues à l'article 50-10.

« §3 Le taux de séparation

« Article 50-5

« I. – Le taux de séparation de l'entreprise est égal à la moyenne, sur la période de référence mentionnée à l'article 50-7, des quotients, par exercice de référence, du nombre de séparations imputées à l'entreprise par l'effectif de l'entreprise.

« Le décompte de l'effectif de l'entreprise est effectué conformément à l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale.

« Le nombre de séparations imputées à l'entreprise correspond, sous réserve des dispositions de l'article 50-6, à la somme :

« 1° Du nombre d'inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, mentionnée à l'article L. 5411-1 du code du travail, intervenues sur la période de référence et consécutives à une fin de contrat de travail ou à une fin de contrat de mise à disposition ;

« 2° Et du nombre de fins de contrat de travail et de fins de contrat de mise à disposition intervenues sur cette période et se produisant lorsque le salarié est déjà inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi précitée.

« Les fins de contrat de travail mentionnées aux 1° et 2° correspondent à celles déclarées par l'employeur dans l'attestation mentionnée au premier alinéa de l'article R. 1234-9 du code du travail ou dans la déclaration sociale nominative mentionnée à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale.

« Les fins de contrat de mise à disposition mentionnées aux 1° et 2° correspondent aux fins de contrats de mission qui leur sont associées et qui sont inscrites dans la déclaration sociale nominative mentionnée à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale.

« II. – Par dérogation aux premier et deuxième alinéas du I, pour la première période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique le taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux de séparation de l'entreprise est égal au quotient, du nombre de séparations imputées à l'entreprise sur la période de référence mentionnée au II de l'article 50-7 par l'effectif de l'entreprise correspondant à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de cette même période de référence.

« Article 50-6

« Pour l'application de l'article 50-5, toutes les fins de contrats de travail sont prises en compte à l'exception :

« 1° Des démissions ;

« 2° Des fins de contrat de mission mentionné au 2° de l'article L. 1251-1 du code du travail ;

« 3° Des fins de contrat d'apprentissage mentionné à l'article L. 6221-1 du même code ;

« 4° Des fins de contrat de professionnalisation mentionné à l'article L. 6325-1 du même code ;

« 5° Des fins de contrat de travail à durée déterminée mentionné au 1° de l'article L. 1242-3 du même code ou des fins de contrats de mise à disposition liés à un contrat de mission mentionné à l'article L. 5132-6 du même code ou à l'article 79 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ou au VI de l'article 67 de cette même loi ;

« 6° Des fins de contrat unique d'insertion mentionné à l'article L. 5134-19-1 du même code ;

« 7° Des fins de contrat de travail ou des fins de contrat de mise à disposition conclus avec une structure d'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L. 5132-4 du même code.

« Pour les contrats de travail mentionnés aux 2° à 7°, le taux de contribution à la charge de l'employeur correspond à celui mentionné à l'article 50-1.

« Article 50-7

« I. – La période de référence des données utilisées pour calculer le taux de séparation correspond à la période comprise entre le 1^{er} janvier de l'année N-3 et le 31 décembre de l'année N-1.

« L'année N-3 correspond à la troisième année précédant la première année de la période mentionnée au premier alinéa de l'article 51.

« L'année N-1 correspond à la dernière année précédant la première année de la période mentionnée au premier alinéa de l'article 51.

« Chaque exercice de référence correspond à une année civile.

« Sont prises en compte dans la période de référence :

« 1° Les inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, intervenues dans la période de référence et précédées d'une fin de contrat de travail ou d'une fin de contrat de mise à disposition, lorsque celle-ci est intervenue trois mois au plus avant l'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi ;

« 2° Les fins de contrat de travail ou de mise à disposition intervenues dans la période de référence lorsque le salarié est déjà inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi.

« Pour l'application du 1°, une fin de contrat de travail ou de contrat de mise à disposition est imputée à l'entreprise uniquement s'il s'agit de la dernière fin de contrat de travail ou de contrat de mise à disposition précédant l'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi.

« Pour l'application du 2°, toute fin de contrat de travail ou de contrat de mise à disposition concernant un salarié déjà inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi est imputée à l'employeur, nonobstant le nombre de fins de contrat de travail ou de mise à disposition intervenues pour un même salarié sur la période de référence.

« II. – Par dérogation au I, pour la première période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle il est fait application de la modulation du taux de contribution, la période de référence est comprise entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022.

« Article 50-8

« L'entreprise de travail temporaire informe l'entreprise utilisatrice à l'occasion de la conclusion du contrat de mise à disposition par tout moyen donnant date certaine à la réception de l'information que :

« 1° Les informations relatives à la fin de contrat de mise à disposition lié à un contrat de mission et à l'identité du salarié rattaché au contrat de mission inscrites dans la déclaration sociale nominative mentionnée à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale sont utilisées pour calculer les taux de séparation mentionnés aux articles 50-5 et 50-9 ;

« 2° L'entreprise utilisatrice peut demander à l'administration la communication de ces informations.

« Dans le cas où l'entreprise utilisatrice constate que les informations précitées sont erronées, elle en informe l'entreprise de travail temporaire afin qu'elle les corrige lors de l'échéance déclarative la plus proche.

« Article 50-9

« I. – Le taux de séparation médian d'un secteur correspond à la moyenne, sur la période de référence, des médianes par exercice de référence des taux de séparation mentionnés au I de l'article 50-5, de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus, pondérées par la part de la masse salariale de ces mêmes entreprises dans la masse salariale totale de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus.

« Le taux de séparation médian de chaque secteur est déterminé chaque année par arrêté du ministre chargé de l'emploi.

« La période de référence des données utilisées pour calculer le taux de séparation médian par secteur correspond à la période comprise entre le 1^{er} janvier de l'année N-3 et le 31 décembre de l'année N-1.

« L'année N-3 correspond à la troisième année précédant la première année de la période mentionnée au premier alinéa de l'article 51.

« L'année N-1 correspond à la dernière année précédant la première année de la période mentionnée au premier alinéa de l'article 51.

« Chaque exercice de référence correspond à une année civile.

« II. – Par dérogation au I, pour la première période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique le taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux de séparation médian d'un secteur correspond à la médiane des taux de séparation mentionnés au II de l'article 50-5, de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus, pondérés par la part de la masse salariale de ces mêmes entreprises dans la masse salariale totale de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus.

« §4 Modalités de calcul du taux de contribution modulé

« Article 50-10

« Le taux de contribution de l'employeur modulé par la minoration ou la majoration mentionnée à l'article 50-2 est déterminé, dans la limite d'un plafond et d'un plancher déterminés par secteur d'activité et fixés par arrêté du ministre chargé de l'emploi, de la manière suivante :

« Taux = ratio de l'entreprise x 1,46 + 2,59

« Le ratio de l'entreprise correspond au quotient du taux de séparation de l'entreprise par le taux de séparation médian du secteur.

« Le plafond et le plancher mentionnés au premier alinéa ne peuvent avoir pour effet de porter le taux de contribution à un niveau supérieur à 5,05 % ou à un niveau inférieur à 3,0 %.

« Pour les salariés mentionnés au 3° du IV de l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale qui relèvent des professions dans lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés aux caisses de congés mentionnées à l'article L. 3141-32 du code du travail, le taux de contribution de l'entreprise modulé par la minoration ou la majoration mentionnée à l'article 50-2 est déterminé de la manière suivante :

« Taux = ratio de l'entreprise X 1,62 + 2,43

« §5 Situations particulières

« Article 50-11

« Pour les entreprises nouvellement créées, le taux de contribution de référence mentionné à l'article 50-1 s'applique jusqu'au 28 ou 29 février de la cinquième année suivant l'année où est intervenue la création de l'entreprise. La majoration ou la minoration mentionnée à l'article 50-2 intervient au lendemain de la date précitée.

« Article 50-12

« Pour les employeurs publics mentionnés à l'article L. 5424-1 du code du travail qui ont adhéré au régime d'assurance chômage dans les conditions fixées par l'article L. 5424-2 du même code, les séparations mentionnées au premier alinéa de l'article 50-5 comprennent uniquement les séparations relatives aux agents ou salariés couverts par l'adhésion au régime d'assurance chômage.

« Dans le cas où les employeurs précités ne procèdent pas à la déclaration sociale nominative mentionnée à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale, les modalités de déclaration des données utilisées pour calculer le taux de séparation mentionné à l'article 50-5 sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la sécurité sociale.

« Article 50-13

« Les rémunérations versées par les tiers mentionnés à l'article L. 3141-32 du code du travail, pour le compte de l'employeur, dès lors qu'elles rentrent dans l'assiette des contributions prévue à l'article 49 du présent règlement, ne sont pas soumises à la minoration ou à la majoration de la contribution à la charge de l'employeur mentionnées à l'article 50-2.

« §6 Modalités de détermination des taux

« Article 50-14

« Un arrêté du ministre chargé de l'emploi définit les modalités selon lesquelles sont établis les taux de séparation par entreprise, les taux de séparation médian par secteur et les taux de contribution majorés ou minorés par entreprise, suivant les règles prévues aux articles 50-2 à 50-13.

« Article 50-15

« Le taux de séparation et le taux de contribution afférent sont notifiés à chaque employeur dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'emploi.

« Tant que cette notification n'a pas été effectuée, l'employeur verse les contributions sur la base du taux antérieurement applicable. A compter de la notification du taux, une régularisation intervient.

« Section 3 – Exigibilité

« Article 51

« Le taux minoré ou majoré mentionné à l'article 50-2 est applicable aux rémunérations dues au titre des périodes d'emploi courant du 1^{er} mars d'une année civile au 28 février ou 29 février de l'année civile suivante.

« Par dérogation au premier alinéa, pour la première période d'emploi au cours de laquelle il est fait application du taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux minoré ou majoré est applicable aux rémunérations dues au titre des périodes d'emploi courant du 1^{er} septembre au 31 octobre 2022. » ;

16° A l'article 65 du titre XI, il est rétabli un paragraphe 7 ainsi rédigé :

« § 7 – Si l'application des dispositions prévues aux paragraphes ci-dessus a pour conséquence d'apprécier les droits d'un salarié privé d'emploi dans le cadre d'une réglementation ne correspondant pas à celle dont il relève habituellement, il peut être décidé d'office ou à la requête de l'allocataire, d'indemniser ce dernier en prenant en considération le dernier emploi correspondant à son activité habituelle, ceci sous réserve que la fin du contrat de travail, cause

de la cessation d'activité, ne se soit pas produite depuis plus de douze mois à la date à laquelle des droits à indemnisation sont ouverts ou au maximum depuis plus de quinze mois, si l'intéressé s'est trouvé dans une des situations mentionnées à l'article 7.

« Les délais précités ne sont pas opposables à l'intéressé âgé de 57 ans et plus lors de la rupture du contrat de travail invoquée. ».

Article 3

I. – L'annexe I au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 est ainsi modifiée :

1° A l'article 11, il est rétabli un paragraphe 1er ainsi rédigé :

« § 1^{er} – Le salaire de référence pris en considération pour fixer le montant de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi, sous réserve de l'article 12, à partir des rémunérations entrant dans l'assiette des contributions patronales qui ont été effectivement perçues au cours de la période mentionnée à l'article 3, dès lors qu'elles n'ont pas déjà servi pour un précédent calcul.

« En cas de préavis non effectué, sur demande de l'intéressé, le terme de la période mentionnée à l'article 3 retenue pour le calcul du salaire de référence peut être la fin du contrat de travail (terme du préavis). » ;

2° A l'article 12, il est rétabli un paragraphe 1^{er} ainsi rédigé :

« § 1^{er} – Seules sont prises en compte dans le salaire de référence, les rémunérations perçues pendant la période de référence, qu'elles soient ou non afférentes à cette période. ».

II. – L'annexe II au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° Au cinquième alinéa de l'article 21 du chapitre 1, la valeur : « 94,4 » est remplacée par la valeur : « 95,8 » ;

2° Au chapitre 2, sont rétablis des articles 9, 11, 12 et 13 ainsi rédigés :

« Art. 9.- Le §1er de l'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er – La durée d'indemnisation est égale à la durée d'affiliation prise en compte pour l'ouverture de droits.

« La durée d'indemnisation donnant lieu au versement de l'allocation ne peut être ni inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 730 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés d'au moins 53 ans et de moins de 55 ans à la date de fin de leur contrat d'engagement maritime, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 55 ans et plus à la date de fin de leur contrat d'engagement maritime, cette limite est portée à 1095 jours calendaires.

« Art. 11. – L'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi à partir du salaire forfaitaire journalier servant de base aux cotisations perçues au profit de l'Etablissement national des invalides de la marine, en application de l'article L. 5553-5 du code des transports, et correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'intéressé lorsqu'a pris fin le contrat d'engagement retenu pour l'ouverture des droits.

« Art. 12. – L'article 12 n'est pas applicable.

« Art. 13. – L'article 13 n'est pas applicable. » ;

3° Au cinquième alinéa du paragraphe 1er de l'article 21 du chapitre 2, la valeur : « 94,4 » est remplacée par la valeur : « 95,8 ».

III. L'annexe III au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° Au chapitre 1^{er}, sont rétablis des articles 11 et 12 ainsi rédigés :

« Art. 11. – Le §1er de l'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er – Le salaire de référence pris en considération pour fixer le montant de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi, sous réserve de l'article 12, à partir des rémunérations entrant dans l'assiette des contributions patronales au cours de la période mentionnée à l'article 3 de la présente annexe, dès lors qu'elles n'ont pas déjà servi pour un précédent calcul.

« Art. 12.- Le §1er de l'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er – Seules sont prises en compte dans le salaire de référence, les rémunérations perçues pendant la période de référence, qu'elles soient ou non afférentes à cette période, et les indemnités versées au cours de cette période par les caisses de congés payés des personnels des entreprises de manutention des ports ou les services auxiliaires de ces caisses. » ;

2° Au chapitre 2, sont rétablis des articles 9, 11, 12 et 13 ainsi rédigés :

« Art. 9. – Les §1er et §2 de l'article 9 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« §1^{er} – La durée d'indemnisation est égale au nombre de jours travaillés décomptés dans la période de référence mentionnée à l'article 3. Le versement de l'allocation est réalisé sur une base calendaire. Afin de déterminer cette durée sur une base calendaire, le nombre de jours travaillés est affecté du coefficient de 1,4, correspondant au quotient de 7 jours sur 5. Ce résultat est arrondi à l'entier supérieur.

« La durée d'indemnisation donnant lieu au versement de l'allocation ne peut être ni inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 730 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés d'au moins 53 ans et de moins de 55 ans à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 55 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 1 095 jours calendaires.

« §2. – Les salariés privés d'emploi âgés d'au moins 53 ans à la date de leur fin de contrat de travail, justifiant d'un nombre de jours travaillés supérieur à 652 jours, ont droit à une augmentation de leur durée d'indemnisation à due proportion du nombre de jours indemnisés, s'ils ont bénéficié d'une formation ouvrant droit au versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi pendant une formation, soit inscrite au projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6 du code du travail, soit non inscrite dans ledit projet mais financée, en tout ou partie, par la mobilisation du compte personnel de formation.

« La période de formation indemnisée à ce titre est prise en compte, au plus, à hauteur des jours travaillés excédant la limite mentionnée au premier alinéa dans la période de référence mentionnée à l'article 3. Elle ne peut conduire à une durée d'indemnisation supérieure à 1 095 jours calendaires.

« Les périodes de formation effectuées dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle et donnant lieu à indemnisation au titre de l'allocation de sécurisation professionnelle ne sont pas prises en compte dans les périodes pouvant donner lieu à la prolongation de la durée maximale.

« Art. 11. – Le §1^{er} de l'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« §1^{er} – Le salaire de référence pris en considération pour fixer le montant de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi, sous réserve de l'article 12, à partir des rémunérations des douze mois civils précédant le dernier jour de travail payé à l'intéressé, entrant dans l'assiette des contributions, dès lors qu'elles n'ont pas déjà servi pour un précédent calcul.

« Art. 12. – Les §1^{er} et les deux premiers alinéas du §3 de l'article 12 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« §1^{er}. – Sont prises en compte dans le salaire de référence, les rémunérations qui, bien que perçues en dehors de la période visée au précédent article, sont néanmoins afférentes à cette période.

« Sont exclues, en tout ou partie dudit salaire, les rémunérations perçues pendant ladite période, mais qui n'y sont pas afférentes.

« En conséquence, les indemnités de treizième mois, les primes de bilan, les gratifications perçues au cours de cette période ne sont retenues que pour la fraction afférente à ladite période.

« Les salaires, gratifications, primes, dont le paiement est subordonné à l'accomplissement d'une tâche particulière ou à la présence du salarié à une date déterminée, sont considérés comme des avantages dont la périodicité est annuelle.

« §3 – Le revenu de remplacement est calculé sur la base de la rémunération habituelle du salarié.

« Ainsi, si dans la période de référence sont comprises des périodes de maladie, de maternité ou, de manière générale, des périodes de suspension du contrat de travail n'ayant pas donné lieu à une rémunération normale, ces rémunérations ne sont pas prises en compte dans le salaire de référence.

« Art. 13. – L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. – Le salaire journalier moyen de référence est égal au quotient du salaire de référence défini en application des articles 11 et 12 par le nombre de jours travaillés, dans la période de référence visée à l'article 11, affecté du coefficient de 1,4 pour la conversion de ce nombre sur une base calendaire.

« Le salaire journalier moyen de référence obtenu en application de l'alinéa précédent est affecté d'un coefficient, limité à 1, correspondant au quotient du nombre de jours travaillés sur la période de référence visée à l'article 3 §1er par 130 pour les salariés justifiant uniquement en heures de la condition d'affiliation mentionnée à l'article 3 §1er ou à l'article 28 §1er.

« Les jours travaillés correspondent au nombre de jours décomptés conformément à l'article 3 §2, dans la limite de 261 jours travaillés. Toutefois, les jours n'ayant pas donné lieu à une rémunération normale au sens du §3 de l'article 12 sont déduits du nombre de jours travaillés. »

IV. L'annexe VIII au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée:

1° Le paragraphe 2 de l'article 7 est ainsi modifié :

a) Au l, après les mots : « à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale » sont ajoutés les mots : « ou de l'allocation journalière du proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code »;

b) Au m, après les mots : « dans les conditions fixées par les articles L. 1225-62 et L. 1225-63 du code du travail » sont ajoutés les mots : « ou des périodes de congé de proche aidant obtenues dans les conditions fixées aux articles L. 3142-16 à L. 3142-27 du même code » ;

2° Le paragraphe 2 de l'article 9 est ainsi modifié :

a) Au quinzième alinéa, après les mots « les périodes de congé de présence parentale mentionné à l'article L. 1225-62 du code du travail » sont insérés les mots « ou de congé de proche aidant mentionnées à l'article L. 3142-16 du même code » ;

b) au seizième alinéa, après les mots « de l'allocation de présence parentale » sont insérés les mots «, de l'allocation journalière de proche aidant » ;

3° Au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 12 les mots : « ou d'adoption » sont remplacés par les mots : « d'adoption ou des périodes pendant lesquelles le salarié a été indemnisé au titre de l'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1 du code du travail » ;

4° Le e de l'article 25 est complété par les mots : « ou de l'allocation journalière de proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code » ;

V. Le chapitre 1^{er} de l'annexe IX au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Après l'article 4, il est inséré un article 9 ainsi rédigé :

« Art. 9.- Le 2° du paragraphe 1 de l'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Le nombre de jours calendaires déterminé en application du 1° est, le cas échéant, réduit de telle sorte que le nombre de jours calendaires non pris en compte au titre de la condition d'affiliation dans la période visée au § 1 de l'article 11 du présent chapitre ne soit pas supérieur à un plafond.

« Ce plafond est égal à 75% du nombre de jours calendaires correspondant aux périodes d'emploi prises en compte dans la période visée au § 1 de l'article 11 du présent chapitre.

« La durée d'indemnisation donnant lieu au versement de l'allocation ne peut être ni inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 730 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés d'au moins 53 ans et de moins de 55 ans à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 55 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 1 095 jours calendaires. » ;

2° Sont rétablis des articles 11, 12 et 13 ainsi rédigés :

« Art. 11. – Le § 1^{er} de l'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er} – Le salaire de référence servant de base à la détermination de la partie proportionnelle de l'allocation journalière est établi, sous réserve des dispositions prévues à l'article 12, sur la base des rémunérations soumises à contributions patronales et effectivement perçues au cours des 4 trimestres civils précédant le trimestre au cours duquel est intervenue la fin de contrat de travail de l'intéressé, dès lors qu'elles n'ont pas déjà servi pour un précédent calcul.

« Art. 12. – Le § 1^{er} de l'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er} – Sont prises en compte dans le salaire de référence, les rémunérations perçues pendant la période de référence, qu'elles soient ou non afférentes à cette période.

« Art. 13. – L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salaire journalier moyen de référence est égal au quotient du salaire de référence défini en application des articles 11 et 12, par le nombre de jours calendaires ayant donné lieu au

versement des contributions au cours des 4 trimestres civils précédant celui au cours duquel est intervenu la fin de contrat de travail.

« Sont déduits de ce nombre de jours calendaires, les jours calendaires correspondant

« - à la période précédant la première période d'emploi incluse au cours des 4 trimestres civils précédant celui au cours duquel est intervenue la fin de contrat de travail ;

« - aux périodes pour lesquelles les rémunérations ne sont pas prises en compte dans le salaire de référence en application du §3 de l'article 12 ainsi que les périodes mentionnées au §1er de l'article 9. ».

VI. – L'annexe X au règlement d'assurance chômage de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée:

1° Le paragraphe 2 de l'article 7 est ainsi modifié :

a) Au *l*, après les mots : « à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale » sont ajoutés les mots : « ou de l'allocation journalière du proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code »;

b) Au *m*, après les mots : « dans les conditions fixées par les articles L. 1225-62 et L. 1225-63 du code du travail » sont ajoutés les mots : « ou des périodes de congé de proche aidant obtenues dans les conditions fixées aux articles L. 3142-16 à L. 3142-27 du même code » ;

2° Le paragraphe 2 de l'article 9 est ainsi modifié :

a) Au quinzième alinéa, après les mots « les périodes de congé de présence parentale mentionné à l'article L. 1225-62 du code du travail » sont insérés les mots « ou de congé de proche aidant mentionnées à l'article L. 3142-16 du même code » ;

b) Au seizième alinéa, après les mots « de l'allocation de présence parentale » sont insérés les mots «, de l'allocation journalière de proche aidant » ;

3° Au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 12 les mots : « ou d'adoption » sont remplacés par les mots : « d'adoption ou des périodes pendant lesquelles le salarié a été indemnisé au titre de l'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1 du code du travail » ;

4° Le *e* de l'article 25 est complété par les mots : « ou de l'allocation journalière de proche aidant mentionnée à l'article L. 168-8 du même code ».

Article 4

Le décret du 14 avril 2020 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 7 :

a) Il est rétabli un I ainsi rédigé :

« I. – Pour les travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient à compter du 1^{er} juillet 2021, à l'exception de ceux ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement engagée avant cette date, le nombre de jours compris entre le 1^{er} mars 2020 et la date fixée par l'arrêté du ministre chargé de l'emploi mentionnée au premier alinéa du I de l'article 5 et entre le 30 octobre 2020 et la date fixée par l'arrêté mentionné au deuxième alinéa du I de l'article 5, à l'exception de ceux pendant lesquels l'intéressé bénéficie d'un contrat de travail, est déduit :

« 1° Du nombre de jours mentionné au premier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 9 du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé ;

« 2° Du nombre de jours mentionné au premier alinéa de l'article 13 du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A au décret du 26 juillet 2019 susvisé et au deuxième alinéa de l'article 13 du chapitre 1^{er} de l'annexe IX à ce règlement. » ;

b) Le III est ainsi modifié :

i) Au 1°, les mots : « 396 jours » sont remplacés par les mots : « 487 jours » ;

i) Au 2°, la date : « 31 mars 2021 » est remplacée par la date : « 30 juin 2021 ».

2° Le I de l'article 7-1 du décret du 14 avril 2020 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. – Les dispositions du présent article sont applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient à compter du 1^{er} août 2020.

« Ces dispositions cessent d'être applicables dans un délai maximal de trois mois suivant la réalisation des deux conditions cumulatives suivantes :

« 1° Le nombre cumulé de déclarations préalables à l'embauche pour des contrats de plus d'un mois hors intérim, accomplies par les employeurs en application de l'article L. 1221-10 du code du travail, sur une période de quatre mois consécutifs, tel qu'évalué mensuellement par l'ACOSS est supérieur à 2 700 000 ;

« 2° Le nombre total, mesuré en fin de mois, de demandeurs d'emploi inscrits auprès de Pôle Emploi dans la catégorie A des personnes sans emploi, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat, a diminué d'au moins 130 000 sur une période de six mois consécutifs.

« Pour l'application du présent article les indicateurs mentionnés aux 1° et 2° sont mesurés à compter du 1^{er} avril 2021.

« En cas de mise en œuvre dans l'ensemble des départements métropolitains, pendant une période d'au moins quatre semaines consécutives, de mesures interdisant, sans limitation horaire et durant la totalité de la semaine, les déplacements des personnes hors de leur lieu de résidence, aboutissant à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi mentionné au 2° :

« - la mesure de la variation de cet indicateur est suspendue à partir du premier jour du mois où les mesures d'interdiction de déplacement sont mises en œuvre et jusqu'à la plus tardive des deux dates entre, d'une part, le dernier jour du mois où ces mesures s'appliquent à l'ensemble des départements métropolitains et, d'autre part, le dernier jour du mois où le nombre de demandeurs d'emploi redevient inférieur au niveau qu'il avait atteint avant la mise en œuvre de ces mesures ;

« - la période de six mois consécutifs prévue au 2° est déterminée en prenant en compte la période mentionnée à l'alinéa précédent.

« Un arrêté du ministre chargé de l'emploi constate la réalisation des deux conditions prévues au deuxième alinéa et fixe la date, comprise dans le délai de trois mois que cet alinéa mentionne, à laquelle les dispositions du présent article cessent d'être applicables.

« Les dispositions du présent article demeurent toutefois applicables si, plus d'un mois avant la date fixée par l'arrêté mentionné au neuvième alinéa, la condition prévue au 1° cesse d'être remplie ou une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi mentionné au 2° est constatée.

3° Après l'article 7-1 du décret du 14 avril 2020 susvisé, il est inséré un article 7-2 ainsi rédigé :

« *Art. 7-2.* – I. – Les dispositions du présent article sont applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail intervient à compter du 1^{er} novembre 2019.

« Elles cessent d'être applicables dans les mêmes conditions que celles de l'article 7-1.

« II. – Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 17 *bis* du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A au décret du 26 juillet 2019 susvisé, le coefficient de dégressivité s'applique à partir du 244^e jour d'indemnisation. Ce délai de 244 jours commence à courir à compter du 1^{er} juillet 2021 pour les allocataires ayant un droit à l'allocation d'aide au retour à l'emploi en cours à cette date.

« III. – Par dérogation aux sixième à huitième alinéas de l'article 34 du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A au décret du 26 juillet 2019 susvisé, la durée d'indemnisation des allocataires dont l'allocation journalière, déterminée dans les conditions prévues au cinquième alinéa du même article, est soumise au coefficient de dégressivité en application de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage précité, est constituée :

« - d'une première période de 243 jours indemnisés au titre de l'allocation journalière du nouveau droit déterminé en application des articles 14 à 16 du règlement d'assurance chômage précité ;

« - à laquelle s'ajoute une seconde période égale au quotient du reliquat du capital de droit au 244^e jour par le montant de l'allocation journalière du nouveau droit affectée par la dégressivité, déterminée en application des articles 14 à 16 et 17 bis du règlement d'assurance chômage précité. »

Article 5

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.